

La criminalisation de l'importation et du commerce illégaux de PPP non autorisés ne plaît pas à tout le monde

Автор(и): Емил Иванов

Дата: 16.02.2021 Брой: 2/2021



Commentaire d'Emil Ivanov

La mission de haute valeur – apporter de la transparence dans le commerce des produits phytopharmaceutiques en Bulgarie – a finalement vu le jour, a été remarquée au plus haut niveau de gouvernance et est en passe (suite à l'adoption de la loi modifiant et complétant le Code pénal) de recevoir une protection juridique et des mécanismes réglementés pour contrer la concurrence illégale et déloyale.

Que se passe-t-il, cependant, après cet événement clé ? Au lieu d'assister à une joie et une satisfaction universelles pour la victoire du bon sens et de l'approche pragmatique, pour la victoire dans l'intérêt de la société dans son ensemble – commerçants de pesticides, producteurs agricoles, consommateurs, auxquels nous ajoutons les effets purement environnementaux – nous sommes confrontés à des spéculations absurdes, au fameux scepticisme bulgare, aux dépendances et insinuations, aux postures théâtrales et aux affirmations ridicules...

Puisque la question d'actualité – le blocage des canaux d'abus avec des produits phytopharmaceutiques contrefaits et non autorisés – est devenue le centre d'une attention particulière de la part de certaines personnes qui démontrent une hyperactivité, principalement sur les réseaux sociaux, contre cette décision particulièrement importante du Conseil des ministres en faveur des entreprises légales, je vais essayer impartialement de répondre au moins à une partie de ceux qui sont mécontents de la nouvelle situation.

Juste un fait. Suite à des inspections dans le cadre de l'opération internationale SILVER AXE V, coordonnée par Europol et l'OLAF, plus de 25 tonnes de produits phytopharmaceutiques importés illégalement ont été saisies dans notre pays l'année dernière. C'est un secret de polichinelle que l'un des canaux de cette importation non réglementée a pour adresse la Turquie. Cela semble une raison suffisamment solide pour que certains de nos agro-industriels, soucieux de la santé de nos compatriotes, demandent avec insistance pourquoi, si les produits phytopharmaceutiques venant de Turquie sont nocifs, nous continuons à importer des légumes et des fruits de là-bas.

À première vue, cette position est dans une mesure suffisante logique. Mais l'est-elle vraiment ? Je prendrai les légumes comme exemple, car ils ont un rôle et une part plus importants que les fruits dans la chaîne alimentaire. Ce choix ne signifie en aucun cas que les fruits sont négligés ; je le fais pour ne pas nous écarter de l'objectif principal. Donc. En sa qualité de frontière extérieure de l'UE, la Bulgarie a un rôle particulièrement responsable. Dans ce cas, le contrôle phytosanitaire bulgare aux points de passage avec la Turquie est à un très haut niveau – tant du point de vue de l'expertise professionnelle que du point de vue de l'équipement technique. Tous les lots de légumes entrants sont surveillés à la loupe. Les évaluations et analyses sont complètes et détaillées – état sanitaire, présence d'organismes nuisibles de quarantaine et invasifs, quantités résiduelles de pesticides, etc. Le consommateur bulgare n'a aucun motif de s'inquiéter. La barrière contre les violations des exigences phytosanitaires est un outil fiable de gestion des risques, pour arrêter tout écart par rapport aux exigences strictes de l'UE !

D'autre part, il convient de rappeler que la Turquie est un très grand producteur de cultures maraîchères (et de fruits, bien sûr). Une part substantielle de cette production est exportée vers la Russie et l'UE – vers de grands marchés, vers des marchés à plafonds élevés, vers des marchés sensibles avec des exigences énormes concernant cette denrée délicate et périssable. Et en Turquie, indépendamment du fait qu'elle ne soit pas membre de l'UE, des règles strictes sur l'utilisation des produits phytopharmaceutiques sont en vigueur. La qualité des légumes turcs est hors de tout doute !

Nos agriculteurs et agro-industriels affirment avec un haut degré de certitude qu'en Turquie, les produits phytopharmaceutiques sont plusieurs fois moins chers que les pesticides qui sont proposés et vendus légalement sur le marché bulgare. Une telle affirmation est loin de la vérité ! Les entreprises multinationales de l'industrie agrochimique vendent leurs produits à peu près aux mêmes prix sur les différents marchés régionaux à travers le monde. S'il y a des écarts, ils sont négligeablement petits. Le but de cette politique est d'empêcher la spéculation et l'exportation illégale.

Il y a une limite au-delà de laquelle l'incompétence devient intolérable, même pour une société comme la nôtre. Le fait est que lorsqu'un produit phytopharmaceutique apparaît sur le marché "noir" dans notre pays à un prix 2 à 3 fois inférieur au même produit distribué légalement en Bulgarie, c'est une indication sûre de fraude, de fabrication illégale sans aucune trace d'origine, de contenu et de qualité. En d'autres termes : méfiez-vous, on vous propose un pur produit de contrefaçon !

Les lamentateurs inquiets sur le sort peu enviable des maraîchers bulgares en font trop dans leur désir d'annoncer bruyamment au public que les producteurs de légumes nationaux sont écrasés de tous côtés. D'un côté – ils sont obligés d'acheter des produits phytopharmaceutiques chers et excessivement chers. De l'autre côté – les légumes turcs bon marché (ainsi que grecs et nord-macédoniens), importés dans notre pays parfois avec des droits de douane payés, parfois sans, torpillent le marché, ruinent toute tentative des produits bulgares de percer...

Et dans cette thèse banalement populaire, il y a une indication claire d'un haut degré d'incorrection, une tendance à remplacer la réalité réelle par des mythes et des légendes. Car dans la production maraîchère bulgare, il y a un anachronisme et un déséquilibre paradoxaux. Indépendamment du fait qu'au cours des dernières années, ce sous-secteur important a été ciblé avec des ressources financières très substantielles de soutien dans le cadre de divers programmes et orientations stratégiques, la production ne cesse de diminuer, et la tendance, à notre plus grand regret, a des paramètres stables. Ce phénomène local qui est le nôtre (continuer à verser dans des tonneaux sans fond) appelle à une étude approfondie, que la classe politique et

l'institution administrative – le Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Forêts – ne peuvent ou ne veulent pas, ou les deux, initier ! Quiconque est au moins superficiellement familier avec l'existence problématique de notre production maraîchère est conscient qu'il ne s'agit pas de bavardages oisifs sous le rosier sauvage, mais de la réalité vivante. Une politique basée uniquement sur l'acte de dépenser de l'argent est intéressée et ne fonctionne pas !

La Turquie en tout cas ne porte absolument aucune responsabilité dans le fait que la production maraîchère bulgare est chère, non rentable, à faible rendement et non compétitive...